



De gauche à droite: Christian Salbaing, Vice-Président et Directeur général, European Communications, Hutchison Europe Telecommunications; Sunil Bharti Mittal, Président et P-D. G. du Groupe Bharti Enterprises; Robert Conway, P-D. G. et Membre du Conseil de l'Association GSM; Jon Fredrik Baksaas, Président et P-D. G. du Groupe Telenor; Naguib Sawiris, Président et P-D. G. d'Orascom Telecom Holding Egypt; Tom Phillips, Chief Government and Regulatory Affairs Officer, Public Policy, Association GSM

Le programme VIP: un aperçu

■ Les avantages du large bande mobile

Les participants à une session du programme VIP sur le thème «Avantages du large bande mobile pour l'économie et la société», se sont demandé comment le secteur du mobile avait réagi au ralentissement économique mondial, par comparaison avec d'autres secteurs. Les participants et les intervenants ont également réfléchi à ce que pouvait apporter ce secteur, alors que le monde entier adopte des technologies nouvelles. «Le secteur du mobile nous sortira de la crise financière», a dit le Dr Touré à l'ouverture de la session, dont le modérateur était Tom Phillips, *Chief Government and Regulatory Affairs Officer, Public Policy, Association GSM (GSMA) (Royaume-Uni)*.

Aujourd'hui, les connexions large bande à l'Internet sur téléphone mobile et sur d'autres appareils — ce qu'on appelle le large bande mobile — peuvent être utilisées pour un grand nombre d'applications de données, du courrier électronique au multimédia en continu en passant par le téléchargement de fichiers. Le large bande mobile offre au secteur de bonnes raisons d'espérer, surtout sur les marchés parvenus à maturité où la récession (et la réglementation) a eu des répercussions sur les recettes du trafic téléphonique et de messages courts (SMS). Au cours des 18 derniers mois, on a constaté que le large bande mobile gagnait beaucoup de terrain dans le monde, avec l'utilisation par les consommateurs de netbooks, de clés

électroniques (*dongles*) reliées à des ordinateurs portables ou de téléphones intelligents.

Plusieurs technologies, dont l'accès en mode paquet à haut débit (HSPA) sont sur les rangs pour la commercialisation de services large bande mobile. Selon l'Association GSM, on compte aujourd'hui 321 réseaux HSPA dans 120 pays du monde, dont 285 sont commercialement actifs et prennent en charge plus de 167,5 millions de connexions. Toujours selon l'Association GSM, plus de 9 millions de nouvelles connexions HSPA sont installées chaque mois dans le monde, contre 5,5 millions il y a un an. L'Europe et la région Asie-Pacifique hébergent chacune, selon les estimations, 3 millions de ces nouvelles connexions, et l'Amérique du Nord, 1,3 million.

Au cours des débats, les leaders du secteur ont insisté sur le fait que le développement du large bande mobile devrait être alimenté par la concurrence et non par la réglementation. Robert Conway, P-D. G. et Membre du Conseil d'administration de l'Association GSM, a rappelé que des dirigeants du secteur du mobile avaient envoyé une lettre aux leaders des pays du G20 réunis à Londres en avril 2009. Dans cette lettre, il était demandé aux gouvernements des pays du G20 de répondre aux attentes des professionnels du secteur qui souhaitaient des régimes réglementaires moins interventionnistes et des fréquences radioélectriques supplémentaires nécessaires pour élargir la portée des services mobiles large bande. M. Conway a précisé que d'après les prévisions, le secteur

du mobile devrait investir au cours des cinq prochaines années 800 milliards USD, dont 550 milliards USD seront affectés au large bande mobile, l'objectif étant de parvenir à connecter 2,4 milliards d'habitants à l'Internet.

Les participants ont souligné que l'accès à cette technologie pouvait améliorer la vie quotidienne, créer des emplois et être source de rentrées fiscales. L'Inde et la Chine sont considérées comme les principaux moteurs de la croissance sur ce marché. Ainsi que l'a dit Sunil Bharti Mittal, Président et P.-D. G. du Groupe *Bharti Enterprises* (Inde) «Une chose est sûre, lorsque nous donnons accès à un signal radio dans une partie isolée du pays, des gens qui n'ont pas d'adresse postale peuvent quand même communiquer via leur téléphone mobile. Et le niveau de revenu augmente dès lors que les gens commencent à utiliser un téléphone mobile».

Quand on demande aujourd'hui à quelqu'un quel est le dernier objet dont il serait prêt à se séparer, la réponse est «mon portable», a dit Christian Salbaing, Vice-Président et Directeur général de *European Communications, Hutchison Europe Telecommunications, Sarl* (Royaume-Uni). A mesure que la technologie évolue, nous devons nous confronter à la réalité en écoutant les jeunes qui vivent en communauté virtuelle avec tous leurs amis et dont les besoins doivent être pris en compte.

De l'avis de Jon Fredrik Baksaas, Président et P.-D. G. du *Telenor Group* (Norvège), «Si on veut encourager l'innovation, il ne faut pas trop réglementer». La Norvège est l'un des pays les plus avancés en ce qui concerne l'utilisation des TIC et Telenor dessert plus de 1,8 milliard d'habitants dans 13 pays d'Europe et d'Asie. Une nouvelle

étude réalisée par Telenor montre que l'accès Internet peut dynamiser la croissance économique et promouvoir le bien-être social. Selon cette étude, une augmentation de 10 points de pourcentage du taux de pénétration de l'Internet pourrait se traduire par une augmentation de 1 à 2,5% du produit intérieur brut (PIB), par une hausse d'environ 1% des nouvelles activités économiques et pourrait, dans certains pays, par une progression des recettes totales de l'Etat dans une proportion pouvant aller jusqu'à 8 ou 9%. Le large bande mobile dopera la croissance du PIB dans les pays où il est mis en œuvre, a dit M. Baksaas. Naguib Sawiris, Président et P.-D. G. d'*Orascom Telecom Holding Egypt*, a expliqué qu'«en Egypte, le taux de croissance du large bande mobile, qui est de 1-2% par an, entraîne une augmentation équivalente du PIB».

De l'avis général, pour que les opérateurs assurent une connectivité large bande mobile comprenant de nombreuses fonctionnalités, il est indispensable qu'ils puissent innover dans un contexte défini et stable et qu'ils puissent compter sur l'obtention des fréquences radioélectriques nécessaires. Une gestion efficace du spectre dans toutes les branches technologiques, et dans toutes les régions du monde, est donc vitale pour assurer la croissance à long terme de l'industrie du mobile.

■ La banque passe au mobile

Les participants à une autre session du programme VIP se sont demandé comment créer les conditions nécessaires au lancement de services financiers mobiles en faisant appel à la coopération entre régulateurs, institutions financières et opérateurs de réseaux mobiles.

D'après les prévisions, le secteur du mobile devrait investir au cours des cinq prochaines années 800 milliards USD, dont 550 milliards USD seront affectés au large bande mobile, l'objectif étant de parvenir à connecter 2,4 milliards d'habitants à l'Internet.



Teppo Paavola

Vice-Président et Directeur général de *Mobile Financial Services*, Nokia (Etats-Unis)



Samuel Poghiso

Ministre de l'information et des communications du Kenya

Les orateurs étaient Teppo Paavola, Vice-Président et Directeur général de *Mobile Financial Services*, Nokia (Etats-Unis) et Samuel Poghiso, Ministre de l'information et des communications du Kenya.

De l'avis de Nokia, avec plus de 4 milliards d'utilisateurs de téléphones mobiles dans le monde, mais seulement 1,6 milliard de comptes bancaires, la demande mondiale d'accès aux services financiers ouvre de grandes perspectives à l'association entre appareils mobiles et services financiers simples, mais efficaces. L'entreprise prévoit de déployer son service «Nokia Money» sur certains de ses marchés au début de 2010. Ce service est conçu pour être d'une simplicité et d'une commodité équivalentes à celles d'un appel téléphonique ou de l'envoi d'un SMS.

Pour de nombreux consommateurs, en particulier dans les pays émergents, cela sera la première fois qu'ils auront accès à ce type de services financiers. Comme l'a dit M. Paavola, les habitants des zones rurales seront les premiers bénéficiaires des virements de fonds; quand aux consommateurs urbains habitués aux services en ligne, ils pourront payer leurs factures pour les services d'utilité publique, acheter des billets de train ou de cinéma ou recharger leurs cartes SIM, le tout sur leur téléphone mobile. Ce service devrait être disponible sur les réseaux de différents opérateurs et donc, pour ainsi dire, sur chaque téléphone mobile. M. Paavola a souligné que pour que ce service réussisse, il faudra qu'une coopération s'instaure entre régulateurs, banques, consommateurs et vendeurs d'appareils mobiles, et que l'interopérabilité soit assurée à l'échelle internationale.

Les participants ont également examiné le cas du Kenya, qui a réussi, via le téléphone mobile, à mettre des services financiers à la portée de millions d'habitants qui, jusque-là, n'y avaient pas accès. Le prestataire de services mobiles du Kenya, Safaricom (filiale de Vodafone), a acquis une solide réputation pour son service de transferts de fonds M-PESA, qui permet, très simplement, de transférer et d'acheminer des fonds via le téléphone mobile, et est indispensable à ceux des Kenyans qui n'ont pas d'autre accès aux services bancaires. M-PESA, qui a été lancé par Safaricom en mars 2007, compte aujourd'hui près de 7 millions de clients.

On comprend mieux l'intérêt des opérations bancaires sur mobile pour l'économie du Kenya si on examine de près le montant des transactions M-PESA, par comparaison avec les dépôts effectués dans les banques commerciales et au regard du PIB du pays. Selon les statistiques de la Banque centrale du Kenya, en juillet 2007, le montant des transactions M-PESA représentait environ 0,17% des dépôts effectués auprès des banques commerciales. En juillet 2009, ce montant était passé à 4,36%. Le PIB annuel du Kenya en 2008 s'établissait, selon les estimations à 30,24 milliards USD, mais pour le seul mois de juillet 2009, les transactions M-PESA ont représenté 535 millions USD. Ainsi que l'a dit M. Poghiso, «M-PESA a transformé la vie dans les zones rurales du Kenya et a révolutionné les systèmes nationaux de paiement».

Cette réussite démontre que la demande de services financiers sûrs et aisément accessibles est bien réelle sur les marchés émergents. Comme l'a expliqué le Ministre, la Loi sur les communications promulguée par la Commission des communications du Kenya a permis de restructurer le secteur des télécommunications et d'ouvrir la voie à la création de services bancaires mobiles en tant que services à valeur ajoutée. Le dialogue entre le secteur privé et les pouvoirs publics a contribué au succès de M-PESA. Les fournisseurs reçoivent l'appui dont ils ont besoin de la part des pouvoirs publics, qui évaluent les répercussions possibles des nouveaux produits pour l'intégrité du système financier.

La politique du Kenya consiste à autoriser l'innovation dans le secteur des opérations bancaires sur mobile, sous réserve d'une surveillance et d'un suivi stricts. La loi sur la Banque centrale du Kenya a été modifiée en 2003 pour permettre à cet établissement de mieux formuler et mettre en œuvre des politiques visant à encourager la création, la réglementation et la supervision de systèmes efficaces et efficaces de paiement, de compensation et de règlement. Sur le plan institutionnel, la banque a mis en place diverses stratégies visant à améliorer sa capacité de surveillance et à se tenir au courant des innovations technologiques dans le secteur des services financiers. Grâce à toutes ces mesures, on a pu élargir l'accès aux services financiers, tout en préservant une certaine stabilité.

■ Rencontre avec un leader

Dans le cadre du programme VIP, la session «Rencontre avec un leader» a donné la parole à Mike Lazaridis, Président et co-P.-D. G. de *Research In Motion* (RIM), fabricant des téléphones intelligents *BlackBerry*. Les remarques liminaires ont été prononcées par Helen McDonald, Sous-Ministre adjointe, Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications à Industrie Canada. Le modérateur de la session était Patricia Szarvas, de la chaîne de télévision britannique CNBC. M. Lazaridis a mis en avant plusieurs questions fondamentales pour le succès du secteur de la téléphonie sans fil. Il a tiré parti de ses longues années d'expérience pour évoquer aussi bien l'importance de la sécurité — sur laquelle repose l'industrie du sans fil — que le rôle des technologies dans la cybersanté.

M. Lazaridis est connu dans le monde des communications hertziennes comme un véritable visionnaire et un ingénieur exceptionnellement doué. Ce Canadien, originaire de Windsor, Ontario, a fondé RIM alors qu'il était encore étudiant à l'université. En tant que Président et co-P.-D. G. de l'entreprise, il est chargé de la recherche-développement, du développement des produits et de la fabrication. Défenseur infatigable de l'éducation et de la recherche scientifique, il a personnellement investi 150 millions USD dans le *Perimeter Institute for Theoretical Physics* qui a ouvert ses portes en 2001 à Waterloo, Ontario. Il a aussi contribué à mobiliser plus de 100 millions USD sous forme de fonds supplémentaires fournis par le secteur public et par le secteur privé pour cet Institut, centre d'excellence scientifique qui est aujourd'hui associé à plus de 30 universités canadiennes et à un nombre croissant d'autres universités dans le monde.



© David J. Green-technology/Alamy



Mike Lazaridis

Président et co-P.-D. G. de
Research In Motion



Patricia Szarvas

CNBC, Royaume-Uni